LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinquante-septième année. - N° 452
HEBDOMADAIRE. - Le N° 20 Frs
JEUDI 10 NOVEMBRE 1955

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

REDACTION-ADMINISTRATION: 145, qu. de Valmy, Paris-10e
C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561-76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES: 52 n°s: 1.000 fr
26 n°s: 500 fr.; 13 n°s: 250 fr.
AUTRES PAYS: 52 n°s: 1.250 fr
26 n°s: 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

ELECTIONS : NOUS SERONS LA !

LE vote sur la confiance a permis à E. Faure de l'emporter en faveur des élections anticipées et, jusqu'à nouvel ordre, en faveur du maintien du scrutin de 1951 avec apparentements.

Les travailleurs ne se sont jamais fait d'illusions sur les bons sentiments qui animent les partis de droite. Mais nous sommes sûrs qu'ils apprécieront sévèrement aussi cette fois la position de la S.F.I.O., partisan du scrutin majoritaire, et la gymnastique du P.C.F. votant pour E. Faure en prétendant lui refuser la confiance, tout cela pour appuyer la manœuvre de la bourgeoisie en faveur des élections anticipées.

Les représentants de la bourgeoisie veulent un scrutin qui assure une majorité axée à droite. Leurs divisions ne sont importantes que superficiellement : les uns veulent d'abord des élections anticipées et accordent moins d'importance au mode de scrutin, les autres pensent (et c'est l'avis du Congrès Radical de la salle Wagram) que c'est le mode de scrutin qui compte d'abord et qu'il vaudrait mieux reculer un peu la date des élections (un des délégués n'a-t-il pas proposé, au Congrès Radical, janvier au lieu de décembre !). Mais quelle que soit la répercussion des débats qui vont s'ouvrir au Conseil de la République, le résultat ne peut qu'être un peu retardé, car les fractions de l'opinion parlementaire bourgeoise ne sont divisées que sur des questions secondaires : finalement, les élections seront avancées, probablement resteront-elles fixées en décembre, et LE MODE DE SCRUTIN QUI L'EMPORTERA SERA DE TOUTE FAÇON DESTINE A MINIMISER LES VOIX OUVRIERES.

On parle aussi de vote obligatoire : tous seront d'accord parce qu'ils penseront piper les voix de ceux qu'ils pensent être des indifférents et parce qu'ils veulent masquer le discrédit qui atteint le parlementarisme. Ils oublient que ce qu'ils prennent pour de l'indifférence est souvent du mépris, de la colère. Et le vote obligatoire pourrait réserver des surprises !

⁂

Rarement les préparatifs d'une élection législative auront été aussi passionnés. Cela prouve que l'enjeu est de taille et que, comme nous l'avons déjà écrit, LA PEUR TENAILLE LA BOURGEOISIE. Cela impose à l'avant-garde révolutionnaire une vigilance accrue, une attitude telle que son rayonnement en soit largement étendu. La F.C.L. se réserve, compte tenu des conditions définitives de l'élection, de fixer les formes précises de son intervention dans la bataille. Ce qui est certain, c'est qu'elle interviendra et que cela ne laissera pas indifférents les partis qui verront dénoncer leurs crapuleries.

LIB

Le Mouvement de Lutte Anticolonialiste communique :

A PROPOS DE LA CONDAMNATION A MORT DES RESISTANTS ALGERIENS

LE M.L.A. REAFFIRME à nouveau son indignation devant la condamnation à mort, par les tribunaux militaires français, de nombreux résistants algériens.

Ces condamnations sont contraires aux droits constitutionnels et aux droits de la guerre. En effet, les résistants algériens sont des soldats. Ils doivent donc être considérés comme prisonniers de guerre et n'ont par conséquent à passer devant *aucun tribunal*, quel qu'il soit. A plus forte raison devant un tribunal militaire !

Aussi le M.L.A. s'associe totalement à l'action entreprise par des personnalités de toutes tendances qui ont organisé un meeting le mardi 8 novembre, salle Wagram, pour demander l'amnistie des condamnés à mort.

Un message de solidarité du M.L.A. a été adressé au meeting.

CONTRE LES POURSUITES INTENTEES AUX « 9 DE CONSTANTINE »

CINQ JEUNES FRANÇAIS et quatre Algériens ont comparu le 8 novembre devant le tribunal des forces armées de Constantine. Nous ne connaissons pas encore le résultat du procès (dont nous reparlerons la semaine prochaine). Cependant, dès aujourd'hui, le M.L.A. élève une protestation indignée contre ce jugement.

En effet, il s'agit de cinq jeunes gens qui, accomplissant leur service militaire, furent, en 1953, arrêtés et emprisonnés avec quatre Algériens, à la suite d'une distribution de tracts réclamant la fin de la guerre en Indochine, l'abrogation de la loi de 18 mois de service militaire et la fin de la politique de répression en Algérie.

Le M.L.A. appelle à la plus large solidarité pour les « 9 de Constantine ».

MAROC

BEN YOUSSEF SULTAN de la bourgeoisie !

AINSI, Ben Youssef, exilé depuis trois ans, est redevenu sultan du Maroc, depuis samedi 5 novembre.

Il s'agit maintenant de faire le point, d'essayer de tirer des conclusions claires de tout le fatras dans lequel a évolué la politique colonialiste au sujet du Maroc depuis plusieurs mois.

Alors qu'au moment des entretiens d'Aix-les-Bains, le gouver-nement affirmait bien haut que **jamais** Ben Youssef ne serait réintronisé, voilà qu'aujourd'hui c'est chose faite, et, semble-t-il, avec une facilité extrême.

Peut-on penser que le gouvernement a soudain abandonné tous les intérêts de l'impérialisme français au Maroc qui deviendrait ainsi un Etat indépendant ?

Le fait de l'acceptation de la politique Faure par la grosse majorité de la bourgeoisie française suffit à montrer qu'il n'en est rien.

Certes, au Maroc même, une classe sociale a certainement obtenu des avantages : il s'agit de la bourgeoisie marocaine, qui s'appuyait (comme ce fut le cas dans toutes les révolutions bourgeoises) sur la révolte du peuple marocain, soulevé par la misère et l'oppression.

Le retour de Ben Youssef, devenu « sultan constitutionnel », apparaît donc comme un accord passé entre la bourgeoisie française et la bourgeoisie marocaine (représentée par deux partis : Istiqlal et Parti Démocratique de l'Indépendance), **bien entendu sur le dos du peuple marocain.**

Pour s'en persuader, il n'est que de lire ce passage de la déclaration officielle publiée à l'issue de l'entrevue Youssef-Pinay :

« A la monarchie constitutionnelle de conduire avec la France les négociations destinées à faire accéder le Maroc au statut d'Etat indépendant uni à la France par les liens permanents d'une interdépendance librement consentie et définie. »

La monarchie constitutionnelle est une des formes d'Etat traditionnelles de la bourgeoisie, car extrêmement favorable à son développement : alors que jusqu'à présent au Maroc existait un **Etat féodal,** existera maintenant un Etat bourgeois qui ira en se développant et en se perfectionnant.

Les loups de la bourgeoisie marocaine ont ainsi réussi à convaincre les loups de la bourgeoisie française qu'ils n'avaient pas intérêt à se manger entre eux, mais qu'au contraire mieux valait se partager les proies : le sultan Ben Youssef a accepté d'être l'arbitre et l'exécutant de cette politique, c'est la raison pour laquelle il vient d'être réintronisé.

Certains pourront nous demander : puisque, comme auparavant, les travailleurs marocains vont être exploités à outrance, leur lutte n'a donc servi à rien. En soutenant leur lutte, n'avez-vous pas participé à la victoire actuelle de la **bourgeoisie marocaine?**

Accepter un tel argument serait ne rien comprendre au déroulement des événements historiques qui crée les conditions de la révolution sociale.

D'une part, la bourgeoisie française vient indiscutablement d'essuyer une défaite au Maroc. Bien qu'elle maintienne intacts la plupart de ses intérêts, elle ne pourra plus se livrer à une exploitation inconditionnelle comme celle qui a eu lieu jusqu'à ce jour: sur le plan pratique, cela se traduira par un affaiblissement de l'impérialisme français, déjà si malade, le rendant ainsi plus vulnérable aux attaques des travailleurs.

D'autre part, le stade de l'indépendance nationale est indispensable pour une prise de conscience révolutionnaire d'un prolétariat. Tant que les occupants tiennent tout en main, la lutte de classe se manifeste sous la forme de la lutte pour cette indépendance nationale, ces occupants apparaissant, aux yeux des masses, comme les seuls exploiteurs.

Au contraire, dès qu'existe l'Indépendance Nationale, le prolétariat, toujours exploité, prend conscience du rôle de sa propre bourgeoisie et les conditions de la lutte de classe réelle sont alors créées, permettant le développement de la prise de conscience révolutionnaire, communiste libertaire.

⁂

L'étape que vient de franchir le peuple marocain, vers un début d'indépendance nationale, est donc positive. Mais que ceci ne nous empêche pas d'affirmer que le pas franchi aurait pu être considérablement plus important, s'il ne s'était pas trouvé des traîtres pour faire un compromis avec la bourgeoisie française. En particulier, la lutte continuée, amplifiée et menée parallèlement à celle du peuple algérien aurait permis d'arracher l'indépendance totale, d'infliger une défaite grave à l'impérialisme français, de franchir une étape supplémentaire.

Mais à nouveau, comme cela se dessine déjà en Tunisie, la lutte reprendra, ainsi jusqu'à la victoire finale.

P. PHILIPPE.

Solidarité Revolutionnaire

Semaine du 31 octobre au 6 novembre

Lecteur Renault, 30; Lecteur Renault, 30; Loudet, 800; Richer, 1.000; Chameaux, 500; Roussel, 500; Raymond, 300; Prince, 1.000; Akli, 500; Loudet, 500; Rodriguez, 1.000; B. Saïd, 200; Alligre, 40; Mouffetard, 60; Dorée, 500; Kindt, 200; Laville, 500; Tomsin, 500; Perrais, 1.000; un Algérien, 20.

Total 22e liste	9.180
Total général	458.847

Pour soutenir la lutte de la Fédération Communiste Libertaire, pour être solidaire de Pierre Morain, emprisonné, et des camarades poursuivis :

- Abonnez-vous, faites des abonnés.
- Souscrivez.
- Diffusez *le Libertaire*.
- Adhérez à la F.C.L. !

MOLOTOV, DULLES, FRANCO la main dans la main!

● NEW-YORK. Il y a quelques jours, Molotov, en voyage officiel à New-York, déclarait à un correspondant du journal franquiste « Arriba » : « Je ne m'opposerai pas à ce que l'Espagne entre dans un pacte de sécurité collective ».

Et ceci « l'Humanité » le publiait sans commentaires.

● MADRID. Foster Dulles a eu une entrevue avec Franco : Il lui a promis de faire son possible pour que l'Espagne entre à l'O.N.U.

M. Quarles, secrétaire américain à l'Aviation, propose à Franco la création de nouvelles bases militaires. Trois bases sont actuellement en construction.

Molotov et Dulles jouent un même jeu : 20 ans après la défaite de la Révolution espagnole, Molotov serre la main à l'assassin fasciste, au bourreau de tout un peuple, comme le fait Foster Dulles, dont Molotov disait il n'y a pas si longtemps : « C'est un fauteur de guerre, un sale impérialiste ! »

● MADRID, 6 novembre. Sept savants soviétiques ont participé à Madrid au Congrès de Chimie industrielle. Ils viennent de repartir. A leur départ, les Phalangistes et les anciens de la « Division Azul » leur ont rendu les honneurs. Les Phalangistes sont la réédition des « Jeunesses hitlériennes »; quant à la « Division Azul », c'est une unité de volontaires engagée pour se battre aux côtés des armées nazies contre les partisans soviétiques.

Ainsi, non seulement les dirigeants de l'U.R.S.S. reconnaissent et acceptent Franco et son régime, mais les Franquistes les narguent. Et il y a de quoi.

Quand l'U.R.S.S. signa le pacte germano-soviétique avec Ribbentropp, elle donna comme excuse l'abandon de l'Angleterre et de la France. Que peut-elle invoquer aujourd'hui ?

L. BALA.

Pour la Défense de la Sécurité Sociale

Nous voterons le 17 Novembre

JEUDI 17 novembre se dérouleront les élections des administrateurs des Caisses Primaires de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales.

Si nous laissons de côté les listes inspirées par le patronat, les Syndicats Indépendants et les forces cléricales camouflées derrière les Associations familiales, nous nous trouvons en présence de deux listes qui semblent présenter des programmes identiques : F.O. et C.G.T. Les listes F.O. insistent sur la revendication d'un Service de Santé gratuit comme le réalisèrent les travaillistes en Grande-Bretagne, tandis que la C.G.T. demande les soins gratuits, ce qui revient à peu près au même. La C.G.T. insiste également sur l'inclusion du Fonds de Chômage dans la Sécurité sociale, sur les retraites à 50 % des salaires après 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, et sur la nécessité de faire supporter par le patronat toutes les charges de la Sécurité sociale.

Sans doute aucun de ces programmes ne peut-il nous satisfaire, car ils

(*Suite page* 2)

LA F.C.L. ET LE FRONT POPULAIRE

II. QU'EST-CE QUE LE FRONT POPULAIRE ? QUE PEUT-IL ETRE ?

LE Front Populaire ne peut être confondu avec le Front Commun ou Front Unique de partis ouviers.

Le Front Populaire est plus large, il est *en principe* l'alliance de la classe ouvrière avec les classes moyennes sur un programme minimum qui certes n'est pas le programme de la Révolution, mais qui doit assurer la défaite du fascisme et des trusts et une amélioration de la situation des travailleurs et des « petites gens ». C'est ainsi que son programme se résume dans la formule « La Liberté, le Pain, la Paix » dont on comprend le pouvoir de rassemblement enthousiaste de larges masses voyant les aspirations essentielles réalisées pacifiquement par la puissance de l'unité, sans attendre une Révolution qui paraît lointaine.

Nous reviendrons tout à l'heure sur tout ce qu'il peut y avoir d'équivoque, de trompeur, d'utopique sous des aspects réalistes, dans cette conception du Front Populaire et qui en est, si on peut dire, la conception classique.

En fait, le Front Populaire, en Espagne ou en France, fut l'alliance non pas de la classe ouvrière et des classes moyennes, mais des *partis* ouvriers traditionnels et des *partis* de gauche républicaine bourgeoise représentant les classes moyennes, essentiellement le *parti radical* dont on connaît les attaches avec les Banques et le Patronat et qui d'ailleurs ne fit jamais mystère d'être fidèle au régime capitaliste dont il poursuit seulement « l'aménagement ». Il fallut donc que le programme du Front Populaire se cantonne dans les limites de la légalité bourgeoise, du respect des institutions et méthodes parlementaires. On réclame bien la dissolution des ligues fascistes, la défense des droits politiques et syndicaux, la défense de l'école laïque, la satisfaction des revendications ouvrières (40 heures par exemple), mais non seulement ce programme était modeste, mais comme réformes profondes destinées à en permettre l'application, on ne demandait guère que la nationalisation des industries de guerre, la réforme de la Banque de France, la réforme des impôts et le contrôle des exportations d'or et de capitaux. C'était au plus le vieux programme radical que les socialistes acceptent finalement après l'avoir trouvé trop modéré et que les staliniens acceptèrent d'emblée d'autant plus que l'accord Laval-Staline de mai 1935 fait de la France l'alliée de l'U.R.S.S. Le P.C.F. tolérera seulement une agitation ouvrière limitée.

Le Front Populaire donna naissance à des gouvernements qui firent, dès les premiers jours, la démonstration de leur impuissance. Ces gouvernements et les chefs des partis réfrénèrent d'abord l'élan prolétarien puis capitulèrent devant les trusts, les banques et la Haute Administration restée en place.

⁂

Une question se pose : l'échec du Front Populaire est-il dû à la forme pratique qu'il prit ou au principe lui-même ?

Pour y voir clair, rappelons d'abord que le but avoué, le but de principe du Front Populaire est d'allier les classes moyennes aux masses ouvrières et ainsi de les arracher au fascisme. On sait en effet que les classes moyennes, appauvries, laminées par le développement même du régime capitaliste et par la crise de ce régime furent dans tous les pays tentées de voir dans le fascisme un moyen de retrouver une situation jugée normale et digne par elles.

Or, il est bien certain que pour d'une part mettre fin réellement à la ruine des classes moyennes, il faut en

par Georges FONTENIS

supprimer la cause : le régime lui-même, que d'autre part pour lier les classes moyennes au mouvement de la classe ouvrière, il faut que cette classe ouvrière prenne l'initiative, se manifeste comme une force décisive.

La formule classique du Front Populaire, en limitant le programme à des réformes modestes et la réalisation aux voies politiques permises par l'Etat bourgeois, laisse entier le drame des classes moyennes. C'est donc bien le fond même de la notion de Front Populaire qui explique son échec. Conçu d'une façon réformiste, légalitaire, parlementariste, il ne pouvait voir les classes qu'à travers des partis et à travers leurs représentants à la Chambre et dans des gouvernements respectueux des règles de la démocratie bourgeoise.

La tare n° 1 de la formule du Front Populaire a donc été dans son réformisme et son légalitarisme : Léon Blum gouverna en administrateur de l'Etat bourgeois, plein de respect pour l'Inspection des Finances, le Conseil d'Etat et la majorité du Sénat qui le congédièrent rapidement, alors que la seule issue contre le pouvoir des « 200 familles » c'était le renversement du capitalisme.

Mais l'équivoque du Front Populaire présentait un autre grave danger : en faisant le silence sur les antagonismes de classe, en rejetant ou en refusant de donner toute leur puissance aux méthodes d'action directe, et en inculquant aux masses la foi dans une méthode réformiste qui devait démontrer son impuissance, les dirigeants des partis ouvriers désarmaient les travailleurs et préparaient leur démoralisation dans les lendemains de défaite.

(*Suite page* 2)

TRAVAILLEURS AU COMBAT

EN FRANCE...

NICE

Le 6, les travailleurs des « Rapides Côte-d'Azur » ont fait grève à nouveau pendant 24 heures, pour l'application des accords signés par la Direction après la longue grève du mois d'août.

LIMOGES

Le 5, le personnel des Trolleybus a fait grève; il réclame 5 % d'augmentation des salaires.

LE PUY

500 gars du bâtiment sont en grève depuis plusieurs jours; ils réclament des salaires échelonnés entre 130 et 160 francs de l'heure.

HAGONDANGE

Les débrayages se multiplient à la S.A.F.E., pour la réintégration « officielle » des 12 licenciés. Cependant ceux-ci travaillent sur leur chaîne, protégés par leurs camarades.

MARSEILLE

Des milliers de métallurgistes, après de nombreux débrayages et grèves, ont obtenu des augmentations importantes :

Chez Noël et Pellegrini, jusqu'à 35 frs de l'heure.

Aux fonderies du Sud-Est, de 12 à 20 frs.

Chez Coder, 20 frs.

Aux A.P.R.N., 21 frs.

NICE

Après une semaine de grève, les plombiers-zingueurs de chez Bruna ont obtenu une augmentation de 7 à 10 frs de l'heure pour les apprentis et de 15 à 25 frs pour les ouvriers.

BORDEAUX

Les travailleurs de l'industrie des charbons et agglomérés ont obtenu, à la suite d'un accord imposé au patronat, des augmentations horaires allant de 16 fr. 50 à 18 fr. 50.

BREST

A la suite de nombreux débrayages les ouvriers de chez Sainrapt et Brice ont obtenu une augmentation horaire de 10 à 23 frs.

DANS LE MONDE...

ALLEMAGNE

Dans la Rhur, les 250.000 ouvriers métallurgistes ont demandé une augmentation des salaires de 12 à 17 %. Les 750.000 ouvriers spécialisés se joindraient à eux en cas de grève.

1.000.000 d'ouvriers en grève : c'est la paralysie de toute la métallurgie de la Rhur. Le syndicat doit décider cette semaine de l'opportunité de la grève.

Les 12 licenciés de la S.A.F.E. ont été remplacés par la Direction, mais leurs camarades leur ont fait une place sur les chaînes sans demander son avis à la direction.

Cet acte prouve aux patrons qu'ils ne sont pas toujours les maîtres et que la solidarité prolétarienne n'est pas un vain mot.

En Algérie

NOUVELLES VICTIMES

parmi les soldats du contingent et rappelés!

DANS l'est du Constantinois, deux groupes d'Algériens armés comprenant une centaine d'hommes, ont attaqué samedi 5 novembre les villages de Yusuf et de Toustain. A Yusuf, des rafales de pistolet mitrailleur ont été tirées sur la gendarmerie et un cantonnement militaire. Deu bombes ont éclaté dans un café et devant la mairie. La centrale électrique de Toustain a été mise hors d'usage et les fermes de gros colons ont été attaquées. Au sud de Collo, et notamment à Tamaziet, des genlarmeries des cantonnements et des patrouilles militaires ont été attaqués.

Toutes ces actions, menées avec rapidité et par surprise, ont permis aux partisans de se retirer sans subir d pertes. Par contre, **trois militaire français** sont morts pour la défens du colonialisme. Sept autres ont ét blessés.

A Philippeville, près de Tébessa e à 11 kilomètres d'El Milia, trois violents accrochages ont eu lieu entre le résistants algériens et les forces de répression qui ont eu trois tués.

Les gardes-champêtres de Renahi (près de Marnia) et du douar Tabieva (près de Bône) ont été exécutés par les partisans. Le village de Lamy, près de Souk-Ahras, a été entièrement isolé par la destruction des lignes téléphoniques.

Devant cette recrudescence de l'activité des partisans qui réussissent toujours à échapper aux forces de « l'ordre », les autorités colonialistes multiplient les mesures de répression. Plusieurs opérations de « nettoyage » ont été à nouveau organisées, elles ont fait trois morts parmi les Algériens et 62 « suspects » ont été arrêtés (chiffres officiels).

La poursuite de la guerre d'Afrique du Nord entraîne chaque jour de nouvelles victimes parmi la population algérienne et parmi les jeunes du contingent envoyés là-bas pour défendre le colonialisme. Nous devons exiger le RETRAIT du CONTINGENT d'Afrique du Nord et le retrait des forces de répression.

Des Correspondants du LIBERTAIRE

La Direction des P.T.T. à l'action !...

COMME vous le savez, durant le mois d'octobre ont eu lieu dans l'administration des P.T.T. des grèves tournantes qui ont singulièrement perturbé le trafic.

Comme vous pouvez le penser, la direction des Postes n'a pas été sans réagir contre cela et voici le texte qui a été affiché un peu partout dans les lieux de travail, notamment à la Gare du Nord où je travaille, de même que dans tous les bureaux-gares de Paris.

Je vous laisse le soin de tirer les conclusions des menaces qui y sont contenues. Aussi, puisqu'il été décidé en haut lieu de supprimer la paye de la journée entière pour une cessation limitée de travail, lorsque de pareils mouvements se reproduiront, il a été décidé que l'arrêt affectera la journée entière, comme cela on sera quitte.

Quant à la « bienveillance » de l'administration, il y a longtemps que l'on a pu l'apprécier à sa juste valeur.

Direction Régionale
des Services Ambulants

Paris, le 14 octobre 1955

AVIS AU PERSONNEL

Depuis une dizaine de jours le fonctionnement de certains services de Paris se trouve perturbé par des arrêts de travail d'une durée très limitée qui touchent successivement de petits fractions de diverses catégories de personnel.

Il est rappelé une fois de plus que, suivant des instructions données par le Gouvernement, toute cessation concertée du travail, même limitée à une fraction de la journée, entraîne la privation du traitement ou salaire pour la journée entière.

Certes, il est arrivé dans le passé que l'Administration faisant preuve de bienveillance, consente certaines dérogations à ce principe en admettant la récupération des heures perdues, lorsque les arrêts de travail ne dépassaient pas une ou deux heures.

Il faut que le personnel se persuade bien que ces décisions exceptionnelles ne portent pas atteinte à la règle de suppression de la journée complète qui reste intangible et qui désormais sera appliquée d'une façon systématique.

Le Directeur Régional
des Services Ambulants,
LACHAIZE.

Il est plus facile de détruire (Algérie) que de construire

LA semaine dernière, j'ai reçu un questionaire de l'Office Central des H.L.M. (Habitations à Loyer modéré) me demandant si j'étais toujours à la recherche d'un logement. Cela va faire quatre ans que j'avais fait la demande ! Nous vivons à trois dans une chambre d'hôtel. Je me suis donc présenté aux bureaux des H.L.M., 50, rue de Turbigo, pour voir où en était ma demande. Le préposé aux renseignements me répond cette phrase qui illustre bien la politique du gouvernement : « Si vous êtes dans les cas les plus criards, vous avez une chance ». Les cas les plus criards sont à l'heure actuelle : *vivre à onze dans une mansarde où il pleut.* A ce train-là, dans cent ans je n'aurai toujours pas trouvé de logement.

Voilà où nous conduit la gestion des Services publics par l'Etat capitaliste !

A votre santé Monsieur le Ministre !

DIXIEME anniversaire du Commissariat à l'Energie atomique. La « Science Française » est à l'honneur: officiels, journalistes, photographes, télévision... On a oublié d'inviter le Professeur Joliot-Curie, pionnier des recherches nucléaires, créateur de la première pile atomique française et fondateur du Commissariat. Que voulez-vous, nous vivons une époque où la compétence scientifique est estimée à l'embauche par les services de police !

La direction a convoqué les délégués et chefs de service :

— Nous allons recevoir une délégation de l'O.E.C.E. Nous vous demandons de montrer beaucoup d'empressement afin de témoigner de la grandeur de notre pays.

— Monsieur le Directeur, accorder des salaires décents à ceux qui ont consacré leur vie à la science, témoignerait bien mieux de la grandeur de notre pays.

Et les techniciens se croisèrent les bras.

L'après-midi, M. Pierre July, ministre chargé des Affaires scientifiques, offrait l'apéritif au personnel.

— Monsieur le ministre, cela fait plus de deux mois que le gouvernement fait traîner la signature de notre augmentation, et hier soir vous avez signé pour une somme très inférieure à nos revendications.

Et l'apéritif resta sur les tables.

Un « plaisantin » avait même écrit sur le menu : « 12 % non compris » (c'est le chiffre de la revendication refusée).

On put voir alors les gardiens du Centre, assistés d'inspecteurs en civil, essayer de faire boire de force quelques techniciens, dont un de nos camarades, et prétendre emmener pour vérification d'identité ceux qui refusaient !

Les chercheurs scientifiques ont conscience de leur dignité. Ils l'ont montré en refusant de construire les armes atomiques. Aujourd'hui ils exigent d'être payés. De nombreuses grèves se sont succédées depuis plusieurs semaines. Unis dans la C.G.T., nous continuerons la lutte jusqu'à satisfaction.

Regrettons que la C.F.T.C. (pour les Autonomes, cela ne nous étonne pas) ait cru bon de ne pas s'associer officiellement à la totalité du mouvement.

CHEZ LES BARBARES

LA PRINCESSE ET LES NEGRES.

LES admonestations du Conseil de famille, les sermons de l'archevêque de Canterbury, les recommandations de membres du Parlement, ont mis Margaret à la raison d'Etat; elle n'a pas osé franchir le mauvais pas et ternir le prestige du pose-fesses royales; à la splendeur discrète, au miracle secret de la vie ensemble avec qui l'on aime, elle a finalement préféré les privilèges ordinaires de sa naissance et la figuration fastueuse à titre de Princesse.

Tout est mal, qui aurait pu mieux se terminer !

Le group-captain Townsend ne nous donne pas sujet à prendre intérêt à son personnage. C'est à lui, le roturier, que l'on a fait tort ! C'est lui qui a été joué, qui a joué les Gros-Jean ! Eut-il eu un peu de ce sens de l'humour qu'on prête ordinairement à ses compatriotes, il se fut procuré un couteau de modeste qualité, et, tel un vulgaire Jack l'Éventreur, il eut mis à l'air les tripes précieuses et suaves de l'objet de prince convoité, entraîné, par ruse discourtoise. en quelque bouge londonien.

Le plat feuilleton dont il vient d'être le héros s'en fut trouvé rehaussé, et les rieurs — ceux qui savent rire aux bons endroits d'une histoire — rangés de son côté, sans que les autres y perdent rien.

Dommage qu'il ait choisi de ravaler — en toute respectabilité — sa douleur et son dépit, et de laisser toutes choses rentrer dans l'ordre !

Quel soulagement pour la bonne Sociéte dorée et argentée du Royaume, que de voir la créature royale réintégrer la boîte somptueuse autant qu'anachronique des figures de cire consacrées à l'envoûtement du peuple ! La mésalliance aurait précipité l'altération que fait subir le progrès à ce pouvoir de fascination. C'est pour restituer à celui-ci son entière efficacité que les nègres blancs de la presse, les pleureurs à oignon officiels répercutent les sanglots des demeurées et les soupirs des vieux garçons entre deux âges, et exaltent la longueur des sentiments, la largeur du sacrifice, et la profondeur de l'abnégation de Margaret.

Ont-ils été touchés, comme ils disent, « par la qualité humaine du drame? » Pourquoi pas ? Leur humanité a, alors, des frontières très étroites et précises. S'ils se déroulent au-delà de la muraille d'argent, les drames, même similaires, ne les intéressent pas.

Ni les forfaits pires !

Pendant que durait l'idylle princière, les infatigables et loyaux serviteurs de sa Majesté, pour la plus grande gloire de la couronne, et le plus grand profit de quelques potentats de la City, ont, au Kenya, arraché aux jeux de l'amour et aux feux du soleil, aux caresses de leurs enfants et des feuilles, à la voix de leurs amis et des sources, 10.800 êtres humains — parce qu'ils refusaient l'esclavage, on leur a donné la mort.

Nul ne s'est apitoyé sur leur sort; personne n'a essayé de passionner le peuple anglais pour leur « drame ».

Plein d'horreur, je commets le sacrilège de mettre en balance 10.800 vies de « pauvres petites choses » pétries dans la boue, et le cœur, en kaolin, d'une fille de Roi !

NINO SANTI.

Elections à la Sécurité Sociale

(suite de la 1re page)

sont nettement au-dessous des possibilités actuelles si on se base sur le développement de la production.

Sans doute les administrateurs que nous allons élire ne sont-ils pas les maîtres des destinées de la S. S. et sont-ils dépossédés d'un pouvoir réel de gestion. Mais il est certain que des administrateurs élus sur les listes de centrales syndicales comme la C.G.T. ne pourront laisser étrangler la S. S., alors que les autres listes ont précisément pour tâche de faire élire les fossoyeurs de la Sécurité sociale. Les élus des centrales ouvrières seront tenus de tenir compte de la volonté et de l'état d'esprit de leurs électeurs.

Il ne s'agit pas d'ailleurs de faire la révolution le 17 novembre. Il s'agit seulement de **défendre** et **d'améliorer** une institution menacée de toutes parts et qui constitue une conquête à laquelle tiennent les travailleurs. Devant les menaces de la bourgeoisie contre la Sécurité sociale, nous devons participer activement à sa défense. Nous n'oublions pas que très imparfaite, bureaucratisée, elle est tout de même une concession par la bourgeoisie, sous la pression ouvrière, à une économie qui tienne compte des besoins et non du seul profit.

Nos camarades voteront donc le 17 novembre pour les listes C.G.T. qui offrent le plus de garanties malgré le bureaucratisme qui anime les dirigeants actuels de la centrale ouvrière.

MOREAU.

Hôteliers et policiers unis contre les Algériens

DANS le 15e arrondissement (89, rue Fondary), le logeur Bachir est connu de tous. Il est ami de la police pour pouvoir exploiter ses compatriotes.

Il est possesseur d'un hôtel. Quand un Algérien se trouve sans logis, Bachir lui répond qu'il pourrait lui trouver une place parmi plusieurs autres, à condition qu'on lui offre un bakhechich de 10.000 francs.

Quand l'hôtel de Bachir est plein, celui-ci cherche des provocations à ses locataires : « Pourquoi faites-vous à manger dans la chambre ? Comment se fait-il que vous alliez manger au restaurant voisin ? Vous n'avez pas le droit d'acheter un poêle pour chauffer votre chambre ! » Tout cela c'est pour pouvoir renvoyer les premiers, et en trouver d'autres au même prix que les précédents !

Quand il y en a un qui refuse de partir sans motif valable, Bachir n'hésite pas à lui chercher des chinoiseries et même à le dénoncer aux policiers.

Et ces derniers, comme il s'agit de rendre service à Bachir qui leur donne des verres d'apéritif, ne cherchent jamais où est la vérité...

L'hiver dernier, Bachir a touché 10.000 francs du nommé Bedjou Bouhou et cependant celui-ci est resté dormir bien longtemps dehors. A bout de patience, il avait demandé soit une place parmi les autres pour s'abriter, soit le remboursement de la somme versée. Bachir a nié avoir reçu celle-ci !...

Par ses copains, Bedjou est averti que s'il porte plainte, la police sera avec Bachir.

Ces jours-ci, Bachir a provoqué plusieurs de ses locataires. C'est que celui-ci cherche des raisons de les chasser afin de louer à d'autres et de toucher de nouvelles primes, surtout au début de l'hiver où les chambres sont très recherchées. Mais Bachir n'accepte jamais de loger un Algérien instruit, de peur que celui-ci aille se plaindre plus loin qu'aux policiers de son quartier.

D'où provient cette situation ? Elle est le fait du gouvernement. Des milliards sont retenus aux travailleurs algériens, soi-disant pour la construction de centres d'hébergement. Or, où sont ces centres ?

Au contraire, notre situation s'aggrave de plus en plus : salaire minimum, cohabitations jusqu'à 8 et 10 par chambre, sans chauffage, sans draps ni couvertures, moyennant un loyer de 3 à 4.000 frs par mois !

Est-il possible d'imaginer une exploitation plus odieuse ?

AKLI
Travailleur algérien en France.

La F.C.L. et le Front Populaire

Le Front Populaire en se montrant incapable d'entraîner les classes moyennes et en démoralisant la classe ouvrière, faisait lui-même le lit du fascisme et Daladier, leader radical du Front Populaire, devait envoyer en prison ses anciens alliés, les militants du P.C.F.

***

Peut-on concevoir le Front Populaire d'une manière toute différente ? Existe-t-il des organisations qui aient une autre conception du Front Populaire ?

La campagne pour le Front Populaire, menée depuis deux ans surtout, ne sort pas de l'équivoque. Les progressistes, les leaders de la Nouvelle-Gauche se complaisent justement dans l'équivoque. On parle de réformes, voire de réformes de structure comme si on oubliait que la bourgeoisie ne les tolérera pas. Et le Haut appareil d'Etat (Conseil d'Etat, Inspection des Finances, Etat-Major) et les règles constitutionnelles qu'il faudra respecter se chargeront de défendre le régime et de démontrer l'impuissance du nouveau Front Populaire où *la classe ouvrière serait prisonnière du parti des classes moyennes.*

C'est dans une autre direction qu'il faut regarder.

Tout pas en avant suppose aujourd'hui des mesures et des méthodes révolutionnaires donnant à la bataille sur le plan parlementaire une place limitée, secondaire par rapport au mouvement des masses. Pour cela, il faut grouper « autour de la classe ouvrière la plus grande part possible des classes moyennes et des petits paysans paupérisés », selon la formule de Daniel Guérin. C'est la pensée aussi d'André Marty. C'est celle d'un Front Populaire non pas axé sur le parti radical mais sur la classe ouvrière elle-même.

Il est clair qu'un tel « *Front Populaire* » doit se garder des alliances politiques avec des partis bourgeois, se garder des illusions réformistes et n'être en aucun cas influencé par la politique étrangère d'une puissance, même dite socialiste.

Dans cette perspective, c'est la lutte directe, l'agitation dans les usines qui l'emportent et l'alliance des classes moyennes et des petits paysans avec le prolétariat se fait *sur le plan de l'initiative révolutionnaire de la classe ouvrière* et s'accompagne d'une dénonciation de partis prétendant représenter les classes moyennes, comme le parti radical. Il s'agit en fait d'un Front Révolutionnaire, d'un Front Ouvrier. Si une telle conception peut être appelée « Front Populaire », alors qu'elle exprime *une étape du processus révolutionnaire: la mobilisation de larges masses sur des objectifs limités*, c'est que le mot « Populaire » est là pour manifester la volonté ouvrière d'entraîner une large fraction des classes moyennes dans une période où le danger fasciste se manifeste avec acuité.

Il reste qu'actuellement aucun des partis ouvriers traditionnels n'est capable d'assumer cette tâche, la S.F.I.O. se refusant à toute alliance autre que bourgeoise et étant complètement corrompue et de plus paralysée par le réformisme et le parlementarisme, le P.C.F. appliquant des directives de soutien à n'importe quel prix de la politique étrangère de l'U.R.S.S. et par cela même voulant endiguer les mouvements des masses, les limiter à des exercices « tournants » ou les orienter vers des activités à caractère parlementariste.

Il faudrait donc que le courant « Front Populaire » que nous venons de définir se manifeste par des réactions populaires spontanées devant certains faits, ou soit lancé par un parti révolutionnaire comme la F.C.L. interprétant les aspirations de larges masses et réussissant ainsi à surmonter sa faiblesse matérielle.

***

Nous voici donc parvenus au moment où nous allons définir notre position.

La semaine prochaine :

III. La position de la F.C.L.

POURQUOI PAYER PLUS CHER ?

Vous pouvez acheter une montre vendue dans le commerce 9.000 frs pour 5.000 frs !

Une Montre de classe Française

Passez vos commandes à :
R. JOULIN, 145, quai de Valmy, Paris-10e. C.C.P. Paris 5561-76.

COMMUNIQUE

Les camarades JEAN et MARCEL sont priés de passer d'urgence à la permanence.

Le Directeur-Gérant : G. FONTENIS.

SOFRIM. 17, rue Clignancourt, Paris-18e.